ASSEMBLÉE NATIONALE

19 septembre 2014

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - (N° 2188)

Retiré

AMENDEMENT

N° 987

présenté par

M. Le Roch, Mme Le Dissez, M. André, M. Daniel, M. Bouillon, M. Grellier, Mme Santais, M. Pauvros, M. Chanteguet, M. Bies, M. Duron, Mme Romagnan, M. Bricout, Mme Laclais, Mme Alaux, M. Cottel, Mme Lignières-Cassou, Mme Valter, M. Launay, Mme Le Loch, M. Caullet, M. Lesage, M. Colas, Mme Got, M. Lurel, Mme Berthelot, Mme Orphé, Mme Massat, M. Blein, M. Aboubacar, M. Polutélé, M. Vlody, M. Jalton, M. Goldberg, M. Kalinowski, Mme Guittet, M. Bleunven, M. Borgel, Mme Pires Beaune, Mme Lepetit, M. Deguilhem, Mme Sommaruga, M. Hammadi, M. Premat, Mme Dombre Coste, Mme Beaubatie, Mme Rabin, M. Roig, M. Boudié, M. Pellois, M. Letchimy, Mme Le Dain, M. Fournel, M. Capet, Mme Fabre, Mme Reynaud, Mme Marcel, Mme Françoise Dubois, M. Travert, M. Arnaud Leroy, M. Mesquida, M. Philippe Martin, Mme Gosselin-Fleury, Mme Gueugneau et M. Bardy

APRÈS L'ARTICLE 30, insérer la division et l'intitulé suivants:

CHAPITRE IV

Développement de la méthanisation

Article XXX :

I. Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article 1467, la référence : « et 12° » est remplacée par la référence : « à 13° » ;

2° L'article 1387 A est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « sept » ;

b) A la seconde phrase du deuxième alinéa, le mot : « huitième » est remplacé par le mot : « dixième ».

II. Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« La perte des recettes pour les collectivités territoriales est compensée, à due concurrence, par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et corrélativement, pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement participe à soutenir le développement de l'activité de méthanisation agricole, conformément à l'objectif que s'est fixé le Gouvernement dans le cadre du Plan « Energie méthanisation autonomie azote » qui prévoit de passer de 90 méthaniseurs fin 2012 à 1 000 en 2020.

La loi de finances rectificative pour 2013 du 29 décembre 2013 prévoit la possibilité pour les collectivités territoriales d'exonérer, pour la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient et pour une durée de cinq ans, les installations et bâtiments de toute nature affectés à la production de biogaz, d'électricité et de chaleur par la méthanisation. **Il est proposé ici d'étendre la durée de cette exonération de 5 à 7 ans.**